

## SOZIALES

## ENSEIGNEMENT

# Des subventions publiques pour l'élite

Léo-Paul Hoffmann

**Est-il légitime de subventionner les écoles privées alors que leur tendance à la segmentation et leurs critères d'admission socialement discutables endommagent la cohésion sociale ? La députée socialiste Francine Closener a posé la question au ministre de l'Éducation nationale, Claude Meisch, dans le cadre d'une question parlementaire élargie.**

La députée socialiste Francine Closener s'est appuyée sur le dernier rapport « FOCUS » de l'Observatoire National de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS), pour interpellier Claude Meisch sur la légitimité de subventionner publiquement les écoles privées qui ne suivent pas le cursus scolaire luxembourgeois. Ce rapport démontre, entre autres, les différences socio-économiques bien présentes au sein de l'éducation, privée et publique. Dans sa question élargie, portée à l'ordre du jour de la Chambre le 21 mai dernier, l'élue s'inquiète d'une segmentation sociale existant au sein des écoles privées.

Il existe en effet deux modèles d'écoles privées au Luxembourg. Celles qui suivent le cursus national et qui offrent un diplôme reconnu par l'État sont subventionnées à hauteur de 90 % du coût d'un élève. À l'inverse, les écoles qui offrent un cursus scolaire différent voient leurs subventions réduites à 40 %. C'est donc ce deuxième modèle qui est dans le viseur de Francine Closener. La députée LSAP souligne l'écart socio-économique des élèves entre les deux modèles et se questionne sur la légitimité du second : « Une école qui demande une contribution annuelle à cinq chiffres et qui devient dès lors un produit de luxe pour les familles avantagées, une école qui ne respecte même pas le cursus national, une école qui appartient à une élite, peut-elle vraiment recevoir une subvention à hauteur de 40 % de la part de l'État ? » La députée interpelle le gouvernement et l'invite à se pencher également sur les recommandations de l'OEJQS (voir l'encadré).

Selon le rapport, le revenu médian des ménages auxquels appartiennent les élèves fréquentant une école privée au cursus national se situerait à hauteur de 31.000 euros, alors que celui des écoles au cursus non national est de 63.000 euros. Dans un échange avec le woxx, Antoine Fischbach, ob-



PHOTO : RDNE STOCK PROJECT/PEXELS

Au Luxembourg, un élève sur sept fréquente une école privée, contre un sur cinq en moyenne dans les pays membres de l'OCDE.

servateur à l'OEJQS recentre le débat : « En effet, il existe un écart entre les écoles au cursus national et non national qui va quasiment du simple au double. Cela ne veut pas dire que ce sont des écoles fréquentées par l'élite. Le rapport constate également qu'entre les deux se trouvent les élèves du secondaire classique public, dont le revenu médian est de 46.100 euros ». Ce constat souligne ainsi que les différences économiques au sein

des écoles publiques sont également à prendre en considération.

Pour autant, le grand-duché n'est pas un pays d'écoles privées. « Ce n'est pas dans notre culture », ajoute Antoine Fischbach. Un élève sur sept fréquente une école privée au Luxembourg, ce qui est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE, qui se situe à 18 % des élèves. « Par contre, s'il fallait parler d'élitisme, on pourrait également pointer du doigt le système public », avance-t-

il. D'après les dernières enquêtes PISA, le Luxembourg est, aux côtés d'Israël et de la Hongrie, l'un des cancre de l'OCDE en ce qui concerne la mixité des classes sociales dans l'enseignement. Dans la mesure où la segmentation des élèves se fait dès la fin de l'école primaire, les élèves défavorisés ont une chance sur huit de fréquenter le même établissement que les élèves qui brillent au test de compétence PISA. « Ce n'est pas un problème qui date d'hier » rappelle l'observateur de l'OEJQS. « Le Luxembourg traîne ça depuis un demi-siècle. »

## Le public copie le privé

Hormis les inégalités socio-économiques, qui sont également présentes dans le public, les écoles privées permettaient de répondre à une demande particulière de diplômes internationaux, avec un choix de langues plus élargi. Pour grosso-modo 10.000 euros par an, la « St. Georges International School » à Luxembourg-Ville avait proposé, pendant 14 ans, un cursus britannique pour préparer ses élèves

## Les recommandations de l'OEJQS

Publié début mai, le rapport de l'Observatoire National de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) sur les écoles privées stipule d'abord que le champ de ces établissements reste encore « peu étudié » au Luxembourg. Il souhaite que le gouvernement intègre les écoles privées au sein de la planification éducative, afin d'améliorer la collecte et l'analyse de données. Pour tacler la segmentation, le gouvernement doit se pencher sur les critères d'admission des écoles privées et rendre leurs conditions d'accessibilité plus équitables, préconise le rapport. Pour finir, l'OEJQS recommande de conditionner les subventions publiques en fonction de la transparence des critères d'admissions et de leur équilibre social.

AVIS

aux universités anglophones. Ces dernières années, l’État luxembourgeois a également ouvert plusieurs filières internationales au sein de ses écoles publiques, entrant ainsi en concurrence avec l’offre privée. Depuis 2018-2019, le nombre d’élèves inscrits au sein d’une école au cursus international ne progresse plus. C’est d’ailleurs ce que reconnaît le ministre de l’Éducation nationale, Claude Meisch, dans sa réponse à la députée Francine Closener. « Il y a des différences partout », justifie le ministre en abordant la segmentation sociale citée dans le rapport.

Pour défendre les subventions aux écoles au cursus non national, Claude Meisch estime que cela augmenterait les inégalités socio-économiques au sein de celles-ci et ouvrirait la porte à des financements « alternatifs ». L’International School of Luxembourg (1.343 élèves), établissement au cursus non-national et dont le prix plancher est de 20.000 euros l’année, indique recevoir une subvention « d’approximativement 12.755 euros » par élève. Cependant, le ministre ne souhaite pas influencer les critères d’admission des écoles privées, mais indique que le gouvernement travaille à la rédaction d’une loi pour les réformer.

Quoi qu’il en soit, le grand-duché ne se dirige pas vers un système éducatif plus égalitaire. En quête de diversification de l’offre scolaire, il reste peu de place pour discuter d’éducation socialement juste. L’Observatoire national de l’enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire rappelle pourtant que « la diversification du système scolaire ne conduit pas automatiquement à une diversification sociale ». Au contraire, cela semble plutôt produire les effets inverses.

Même si le Luxembourg a peu d’écoles privées, il reste extrêmement segmenté socialement à travers son école publique. Les enfants d’expatriés et de frontaliers aisés fréquentent les écoles internationales, tandis que les enfants de luxembourgeois-aisés fréquentent les écoles classiques et les moins aisés les écoles d’enseignement général.

Recrutement auprès des lycées publics et des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée : Examens-concours en vue de l’admission au stage pour l’enseignement secondaire

Il est porté à la connaissance des intéressé(e)s que le ministère de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse organisera entre le 1er novembre 2026 et le 15 mars 2027 des examens-concours en vue de l’admission au stage d’enseignant qui débutera le 1er septembre 2027.

La liste des spécialités, non exhaustive, peut être consultée sur le site : [www.govjobs.lu](http://www.govjobs.lu)

Les spécialités dans lesquelles un examen-concours sera effectivement organisé, ainsi que le nombre des candidats à admettre au stage, seront déterminées ultérieurement sur base du programme de recrutement.

Inscription pour le 15 août 2026 au plus tard.

L’inscription se fait par voie électronique sur le site du ministère de la Fonction publique [www.govjobs.lu](http://www.govjobs.lu) (rubrique *Examens > Enseignement > Enseignement secondaire*).

Les informations détaillées concernant les formations et conditions requises pour chaque groupe de traitement se trouvent sur le site [www.govjobs.lu](http://www.govjobs.lu).

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte

Type de marché : travaux

Date limite de remise des plis : 22/07/2026 10:00

Intitulé : Travaux de parachèvement à exécuter dans l’intérêt du European Convention Center Luxembourg – modernisation du site.

Description : Travaux de parachèvement de revêtement de sol, plafonds, portes, peinture, cloisons, démontage et rénovation d’éléments en bois, échafaudages, protections de sol.

La durée des travaux (montage) est de 260 jours ouvrables en phases, à débiter le 1er semestre 2027.

Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Conditions d’obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N° avis complet sur [pmp.lu](http://pmp.lu) : 2601543

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte

Type de marché : travaux

Date limite de remise des plis : 28/07/2026 10:00

Intitulé : Travaux des ouvrages secs, d’enduits et de peinture intérieure à exécuter dans l’intérêt de l’École européenne agréée à Junglinster

Description :  
- travaux d’enduits intérieurs : env. 1.300 m²  
- travaux de cloisons sèches : env. 6.360 m² dont avec plaques de cloisons sèches en argile : env. 2.910 m²  
- travaux des revêtements de plafonds, types différents : env. 3.500 m²  
- travaux de peinture : env. 14.425 m²

La durée des travaux est de 380 jours ouvrables, à débiter le 4e trimestre 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Conditions d’obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Réception des plis : Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

N° avis complet sur [pmp.lu](http://pmp.lu) : 2601540

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte

Type de marché : travaux

Date limite de remise des plis : 21/07/2026 10:00

Intitulé : Travaux de fourniture et pose de tables de conférences spéciales à exécuter dans l’intérêt du European Convention Center Luxembourg – modernisation du site

Description : Fourniture et montage de tables de conférences spéciales (arrondis, techniques intégrés), démontables et stockables. Mise en place d’un système de stockage dans une zone spécifique.

La durée des travaux (montage) est de 30 jours ouvrables, à débiter le 2e semestre 2027. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Conditions d’obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N° avis complet sur [pmp.lu](http://pmp.lu) : 2601538